

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...). Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ».

M. Draghi a également souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

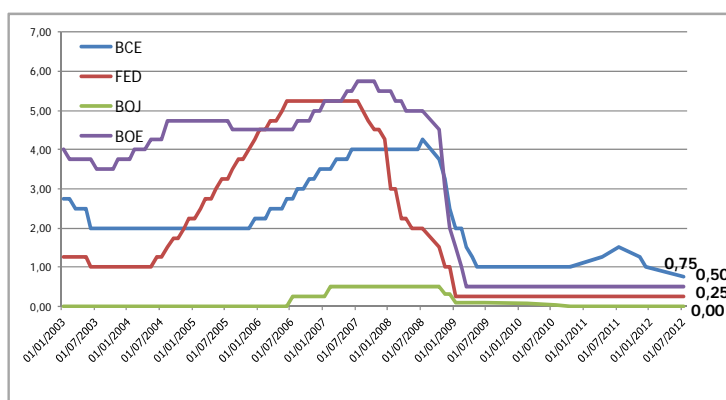
Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique.

Le document est disponible en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/pdf/blueprint_fr.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et du taux de chômage au troisième trimestre 2012

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 103 300 fin octobre 2012, soit une hausse de 1,5 % sur un mois en données CVS-CJO (+45 400 personnes). Sur un an, il croît de 10,6 % (+12,3 % pour les hommes et +8,9 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,6 %. Selon les données publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2012. En incluant les DOM, il s'établit à 10,3 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,7 % en octobre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à septembre. Il était de 10,4 % en octobre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en octobre 2012. Il était de 9,9 % en octobre 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois d'octobre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % en octobre 2012 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,9 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en novembre 2012, en baisse de 0,3 point par rapport à octobre.

PIB

Légère croissance du PIB en France au troisième trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a cru de 0,2 % au troisième trimestre 2012 après un recul de 0,1 % au deuxième trimestre (chiffre révisé).

Baisse du PIB de la zone euro

Selon les estimations d'Eurostat et en données corrigées des variations saisonnières, le PIB de la zone euro a baissé de 0,1 % au troisième trimestre 2012 et celui de l'UE27 a cru de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 2011, le PIB de la zone euro enregistre une baisse de 0,6 % (UE27 : -0,4 %).

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 novembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Dans son communiqué, la BoJ observe que la croissance économique resterait faible avant de renouer avec une reprise modérée. Le gouvernement du Japon a adopté un plan de relance de 880 milliards de yens (8,5 milliards d'euros) pour soutenir l'activité et l'emploi. Au troisième trimestre 2012, le PIB du Japon a reculé de 0,9 % et de 3,5 % en rythme annuel. En octobre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 1,8 % sur un mois et reculé de 4,3 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,1 % sur un an.

Le taux de chômage est resté stable à 4,2 %. En octobre 2012, les exportations et les importations ont baissé respectivement de 6,5 % et de 1,6 %.

Le déficit commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois d'octobre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel après 9,2 % en septembre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7 % en glissement annuel. En octobre 2012, les exportations ont progressé de 11,6 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève à 32 milliards de dollars.

Actualité bancaire

Livret A

- Le décret n° 2012-1269 du 19 novembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 20 novembre 2012.
- L'arrêté du 31 octobre 2012 du ministère de l'Economie et des Finances relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 10 novembre 2012.

Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012 ainsi que la proposition de loi organique de MM. Gilles Carrez, Christian Eckert et Jean-Jacques Urvoas relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.

Outre-mer

Loi « contre la vie chère »

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

Défiscalisation outre-mer

Lors de la discussion du budget 2013 de la mission outre-mer, les députés ont maintenu inchangé le système actuel (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1- mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.

Publications

Banque de France

1 – Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf

2 – Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf

2 – Actualité régionale

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 20 novembre, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Dans son communiqué, la BoJ observe que la croissance économique resterait faible, avant de renouer avec une reprise modérée. Le gouvernement du Japon a adopté un plan de relance de 880 milliards de yens (8,5 milliards d'euros) pour soutenir l'activité et l'emploi. Au troisième trimestre 2012, le PIB du Japon a reculé de 0,9 % et de 3,5 % en rythme annuel. En octobre, la production industrielle du Japon a augmenté de 1,8 % sur un mois et reculé de 4,3 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,1 % sur un an. Le taux de chômage est resté stable à 4,2 %. En octobre toujours, les exportations ont baissé respectivement de 6,5 % et de 1,6 %. Le déficit commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois d'octobre, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel après +9,2 % en septembre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7 % en glissement annuel. En octobre 2012, les exportations ont progressé de 11,6 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève à 32 milliards de dollars.

La Banque centrale australienne baisse son taux directeur pour relancer la croissance

La croissance australienne ralentit pour le deuxième trimestre consécutif, sous l'effet du tassement de l'économie chinoise, première partenaire commerciale de l'Australie. Le PIB s'inscrit ainsi en faible progression (+0,5 % sur le trimestre), soutenu principalement par l'industrie minière et manufacturière. Sur un an, le taux de croissance s'établit à +3,1 %, après +3,7 % au trimestre précédent. Afin de relancer la croissance du pays, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 décembre d'abaisser son principal taux directeur de 0,25 point pour le ramener à 3 %, soit son plus bas niveau depuis septembre 2009.

Nouvelle-Zélande : reprise du commerce extérieur

Au troisième trimestre, la balance commerciale néo-zélandaise a enregistré un excédent de 147 millions de dollars, après avoir été déficitaire au cours des deux trimestres précédents. Ce résultat reflète principalement la hausse des exportations (+5,1 %), imputable notamment à la bonne performance des produits laitiers (+16 % sur le trimestre). En revanche, les importations ont chuté de 1,3 %, pénalisées notamment par les biens d'équipement industriel (-4,3 %). La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 6 décembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Visite du Ministre des Outre-mer et signature du contrat de développement entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie

M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, a effectué sa première visite en Nouvelle-Calédonie, du 22 au 26 novembre. Cette visite a été l'occasion pour le ministre de rencontrer les acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire afin de poursuivre les consultations avant la réunion du X^e Comité des signataires.

Au cours de son déplacement, le ministre a procédé à la signature du contrat de développement entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie pour la période 2011-2015. Le projet de contrat, qui ne prévoyait initialement que deux opérations déjà en cours (le Médipôle de Koutio et le Musée de la Nouvelle-Calédonie), a été complété, en accord avec les Provinces, par quatre opérations qui s'inscrivent dans les enjeux définis dans le schéma « NC 2025 » (électrification rurale, construction du Centre International de séjour et d'expertise (CISE), mise en place du pôle sanitaire de Koné, développement des énergies renouvelables). Le contrat de développement porte sur un montant de 18,8 milliards de F CFP avec une participation de l'Etat à l' hauteur de 5,5 milliards de F CFP.

Adoption du budget primitif 2013 de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a approuvé, le 15 novembre, le projet de budget primitif de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2013. Le budget s'élève à 68,7 milliards de F CFP, hors budget de répartition. En intégrant ce dernier, soit les reversements de recettes fiscales aux Provinces, communes et établissements publics, son montant final atteint 209,2 milliards de F CFP. Les dépenses d'investissement sont prévues en hausse de +23,9 % par rapport à 2012. L'évolution des dépenses de fonctionnement est limitée à +0,8 % et les charges de personnel à +1,6 %. Les recettes fiscales sont quant à elles prévues en augmentation de 4,6 %. En 2013, les principaux axes d'intervention concerneront les politiques de l'emploi, de la formation professionnelle, de la santé et du développement durable.

X^e Comité des signataires de l'Accord de Nouméa

Le X^e Comité des signataires de l'Accord de Nouméa s'est réuni le 6 décembre à Paris, sous la présidence du Premier ministre et en présence notamment du ministre des Outre-mer, du président de la Nouvelle-Calédonie, du président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie et des représentants du Sénat coutumier. La réunion a porté principalement sur le bilan des trois comités de pilotage : « Bilan de l'Accord de Nouméa », « Avenir institutionnel de l'après 2014 » et « comité stratégique industriel ». Plusieurs autres sujets ont été abordés, parmi lesquels : l'accompagnement des transferts de compétences, la problématique de la vie chère et le bilan des signes identitaires.

Rapport du Comité stratégique industriel du nickel

Le rapport d'étape de Mme Anne Duthilleul sur le Schéma stratégique industriel du nickel, a été remis au cours de la 7^e réunion du Comité stratégique industriel qui s'est tenue le 21 novembre à Nouméa. Le document, complété notamment par des calculs de modèles industriels théoriques, a été rebaptisé « Rapport final d'analyse et de réflexion en vue de l'élaboration d'un schéma stratégique industriel du nickel en Nouvelle-Calédonie ».

La SLN choisit le charbon comme combustible pour la nouvelle centrale de Doniambo

Le Conseil d'administration de la SLN a approuvé, le 4 décembre, le choix du charbon comme combustible pour le projet de nouvelle centrale électrique à Doniambo. Cette décision s'inscrit dans le cadre du Projet Stratégique Eramet-SLN et permettra notamment de réduire le coût d'approvisionnement électrique de la SLN. Le charbon a été jugé comme moins cher et plus sûr en termes d'approvisionnement que le gaz naturel, autre option étudiée.

Au cours de la même séance, M. Pierre Alla a été nommé au poste de Président du Conseil d'Administration et M. Pierre Gugliermi au poste de Directeur Général, avec prises de fonction à compter du 1^{er} janvier 2013.

Relèvement du plafond du Livret A

Un décret du 19 novembre 2012, publié au Journal officiel du 20 novembre, procède au relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna afin de le porter de 1 825 776 CFP à 2 282 220 F CFP. Le texte est entré en vigueur le 1^{er} décembre. Les dispositions du code monétaire et financier modifiées par le décret peuvent être consultées sur le site Legifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

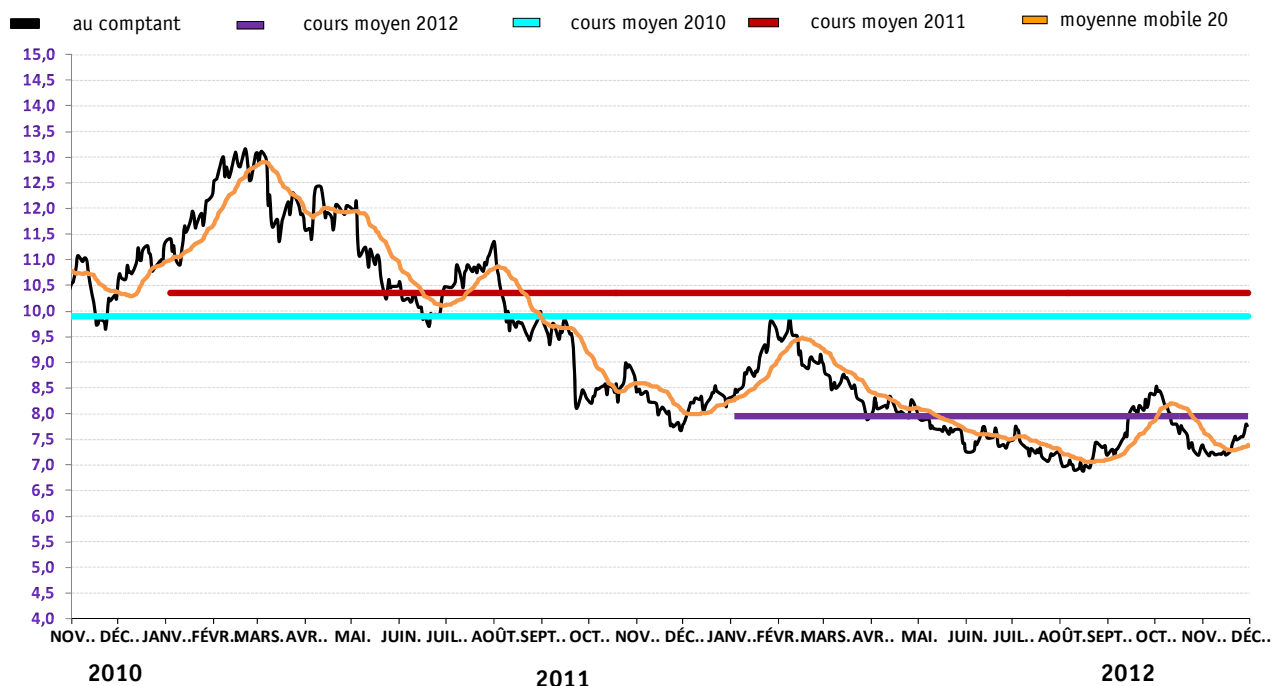
Convention de crédit entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'AFD

Une convention de crédit a été signée le 15 novembre entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'AFD. La convention prévoit l'ouverture d'une ligne de crédit de 3,6 milliards de F CFP, destinée au financement des dépenses d'investissement. Cet accord s'inscrit dans la continuité et le renforcement des relations existantes entre les deux institutions.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-12	104,0	0,3%	1,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-12	6 049	10,4%	-2,7%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-12	10 242	25,6%	-19,8%
	cumulées	oct.-12	100 736	-	-15,8%
Importations	mensuelles	oct.-12	24 059	-4,6%	6,4%
	cumulées	oct.-12	251 651	-	-4,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-12	7,39	-5,5%	-8,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-12	687	-4,5%	-3,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-12	640	126,4%	47,4%
	cumulées	oct.-12	3 704	-	6,6%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	oct.-12	5 754	31,7%	-4,3%
	cumulées	oct.-12	52 254	-	4,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-12	10 701	9,2%	-2,1%
	cumulés	oct.-12	89 134	-	0,6%
• Nuitées	mensuels	août-12	52 675	-1,4%	-15,5%
	cumulés	août-12	414 021	-	-1,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		août-12	55,10%	- 3,5 pt	- 10,8 pt
• Croisiéristes		juin-12	144 528	-	19,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	11 588	11,9%	-2,9%
	cumulées	oct.-12	103 173	-	-16,9%
• Index BT 21 (p)		oct.-12	147,10	0,6%	5,7%
• IRL (p)		oct.-12	116,90	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	39	44,4%	178,6%
	cumulées	oct.-12	817	-	16,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-12	55	52,8%	161,9%
	cumulées	oct.-12	1 145	-	14,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-12	518	-17,3%	-9,9%
	cumulées	nov.-12	6 818	-	-0,7%

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-10	oct.-11	oct.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	14 002	15 344	16 283	9,6%	6,1%
Dépôts à vue	216 794	239 140	250 491	10,3%	4,7%
Total M1	230 796	254 484	266 774	10,3%	4,8%
M2-M1	90 774	99 447	104 436	9,6%	5,0%
Total M3	490 122	527 928	576 425	7,7%	9,2%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	392 660	411 992	452 920	4,9%	9,9%
Ménages	350 664	379 327	400 092	8,2%	5,5%
Collectivités locales	44 359	48 002	54 158	8,2%	12,8%
Autres agents de CCB non ventilés	11 727	13 066	14 525	11,4%	11,2%
Total encours sain	799 410	852 388	921 695	6,6%	8,1%
Créances douteuses brutes	15 979	19 237	19 317	20,4%	0,4%
Total encours brut	815 389	871 625	941 012	6,9%	8,0%

Interdits bancaires

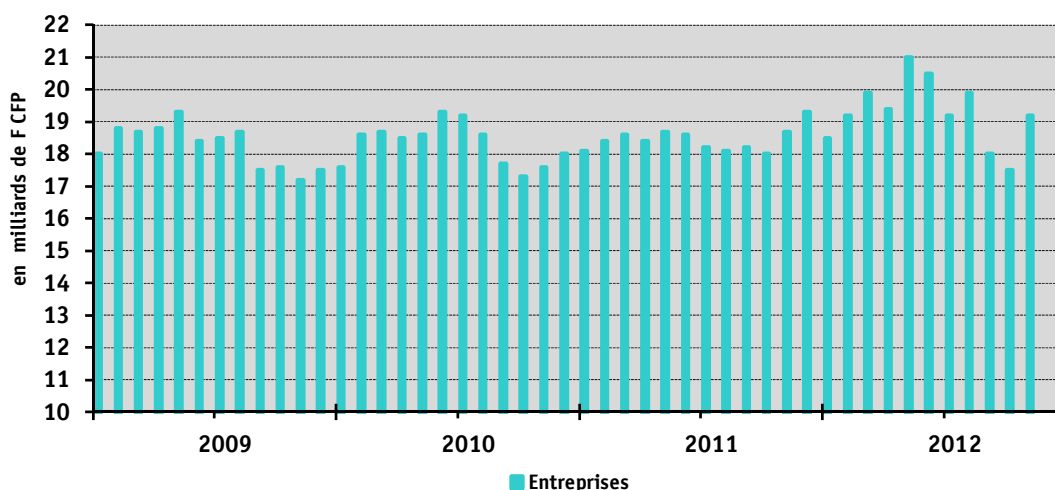
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock nov.-12	7 143	1,4%	10,6%
	dont personnes physiques nov.-12	6 353	1,3%	10,6%
	dont personnes morales nov.-12	790	2,1%	11,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides nov.-12	15 289	0,5%	7,6%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM nov.-12	5 113	1,7%	20,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises nov.-12	19,2	9,5%	2,4%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	nov	102,10	104,00	1,9%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	53 016	55 917	5,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	46 591	49 854	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	699	774	10,7%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	122 012	103 128	-15,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	2 088	45	-97,8%
total ciment (tonnes)	oct	124 099	103 173	-16,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 204	5 731	-7,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 659	3 178	-13,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	88 612	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept	64 046	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept	24 566	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 598	5 479	-17,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 057	6 008	-14,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 675	1 896	13,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	5 596	6 273	12,1%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 478	2 797	12,9%
incidents paiements sur chèques	oct	21 913	29 709	35,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 869	6 818	-0,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	12 771	13 053	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	23 560	25 949	10,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 419	12 687	2,2%
Echanges				
nombre de touristes	oct	88 633	89 134	0,6%
nombre de croisiéristes	juin	120 569	144 528	19,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	août	58,9%	56,6%	-2,2 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	10,58	7,96	-24,8%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	8,11	7,39	-8,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 475	3 704	6,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	19 779	18 680	-5,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	50 166	52 254	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	91 350	73 032	-20,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	699	817	16,9%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 001	1 145	14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	112 130	92 857	-17,2%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	93,7%	92,2%	-1,5 pt
total des importations (M FCFP)	oct	263 597	251 651	-4,5%
total des exportations (M FCFP)	oct	119 662	100 736	-15,8%
taux de couverture	oct	45,40%	40,03%	-5,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	sept	34 064	36 973	8,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	oct	239 140	250 491	4,7%
M1	oct	254 484	266 774	4,8%
M2	oct	353 931	371 210	4,9%
Dépôts à termes	oct	173 861	205 174	18,0%
M3	oct	527 928	576 425	9,2%
P1	oct	3 890	3 847	-1,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels -181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	871 625	941 012	8,0%
Ménages	sept	379 327	400 092	5,5%
dont crédits à la consommation	sept	71 197	73 407	3,1%
dont crédits à l'habitat	sept	302 839	320 413	5,8%
Entreprises	sept	411 992	452 920	9,9%
dont crédits d'exploitation	sept	74 862	87 163	16,4%
dont crédits d'investissement	sept	221 479	240 783	8,7%
dont crédits à la construction	sept	103 290	110 024	6,5%
Collectivités locales	sept	48 002	54 158	12,8%
dont d'investissement	sept	43 764	52 575	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	13 066	14 525	11,2%
créances douteuses brutes	sept	19 237	19 317	0,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	630 461	671 642	6,5%
Ménages	sept	335 795	354 529	5,6%
Sociétés	sept	205 090	224 507	9,5%
Autres agents	sept	89 576	92 607	3,4%
dont assurances-vie	sept	99 647	101 536	1,9%

2 – Actualité régionale

Aides financières pour le développement des économies insulaires

Le 23 novembre 2012 la Banque Asiatique de Développement a annoncé de nouvelles enveloppes sous formes de subventions et de prêts à taux préférentiel, destinées à promouvoir les économies insulaires de Tuvalu et des îles Cook. Pour Tuvalu, qui bénéficiera d'une subvention de 2,35 millions de dollars US, l'objectif principal est d'optimiser la gestion des finances publiques en améliorant la gestion fiscale. Dans le même temps, les îles Cook bénéficieront d'un prêt à taux préférentiel d'environ 6 millions de dollars US sur un projet total de 16 millions de dollars US pour stimuler la croissance économique du Territoire. Créée en 1966, la Banque Asiatique de Développement détenue par 48 Etats de la région et 19 pays extérieurs fournit diverses aides en Asie et dans les pays du Pacifique pour une réduction de la pauvreté.

Accord entre l'OMC et le Forum du Pacifique

Un accord visant à améliorer les relations de travail et la collaboration entre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Forum du Pacifique a été signé le mercredi 28 novembre dernier pour aider les pays insulaires en matière de relations commerciales internationales. Cette aide se traduira d'ici début 2013 par une assistance technique sous forme de formations régionales visant à renforcer les compétences commerciales des 14 états insulaires océaniques membres du Forum. Plusieurs sujets seront abordés en particulier les questions sur les droits et obligations des pays membres vis-à-vis du commerce extérieur ainsi que celles liées à une intégration économique régionale.

Présentation du budget primitif 2013 à Fidji

Le 22 novembre 2012, le Gouvernement fidjien a présenté son budget 2013. Dans l'optique d'une amélioration des infrastructures et de la poursuite des efforts entamés au cours des années précédentes, des actions prioritaires vont être engagées pour des travaux de remise en état des routes et des ponts de l'archipel. Un second volet oriente une part importante du budget vers les services de l'éducation et de la santé. Ces deux grands postes budgétaires recevront respectivement 268 millions de dollars et 167 millions de dollars. Enfin, dans une perspective de retour à la démocratie parlementaire en 2014, le budget 2013 alloué pour les travaux de l'Assemblée Constituante représenterait un milliard de dollars fidjiens.

3 – Brèves locales

Bilan 2012 de l'activité de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) intervient le plus souvent pour le financement de petits projets mais elle peut également apporter son concours à des projets plus importants (inférieurs à 1,2 millions de F CFP). L'artisanat et le secteur primaire (pêche, élevage, maraîchage) sont les activités qui bénéficient le plus de l'appui de l'ADIE. Cet organisme détient aujourd'hui un portefeuille d'une centaine de clients sur le Territoire. L'activité en 2012 enregistre une progression sensible par rapport à 2011 (+ 43 dossiers).

Une manifestation a récemment été organisée par l'ADIE et ses adhérents au FENUARAMA le 28 novembre 2012 afin de mieux faire connaître les productions locales.

Election du bureau de l'AT

Les travaux de la session budgétaire de l'Assemblée Territoriale (AT) des îles Wallis et Futuna ont débuté le 28 novembre 2012 par l'élection annuelle de son nouveau bureau. M. Sosefo SUVE, a été élu Président de l'Assemblée Territoriale, succédant à M. Vetelino NAU. Le poste de vice-présidente revient à Mme Mireille LAUFILITOGA. Mme Yannick FELEU et M. Alesio KATOA ont été désignés respectivement 1^{ère} et 2^{ème} secrétaire.

Vote du budget primitif 2013

Le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, a annoncé lors de son discours d'ouverture de la session de l'AT, un budget primitif 2013 en hausse de 3,6 % par rapport à celui de 2012. Dans sa séance du 5 décembre 2012, l'Assemblée Territoriale, organe délibérant du Territoire a adopté les budgets primitifs pour l'exercice 2013 comme suit :

Budget principal : 2,9 milliards de F CFP

- ✓ Section d'investissement : 0,11 milliards de F CFP
- ✓ Section de fonctionnement : 2,8 milliards de F CFP

Budget annexe du Service des Postes et Télécommunications : 683 millions de FCFP

- ✓ Section d'investissement : 53 millions de F CFP
- ✓ Section de fonctionnement : 630 millions de F CFP

Fonctionnement de l'Agence de Santé

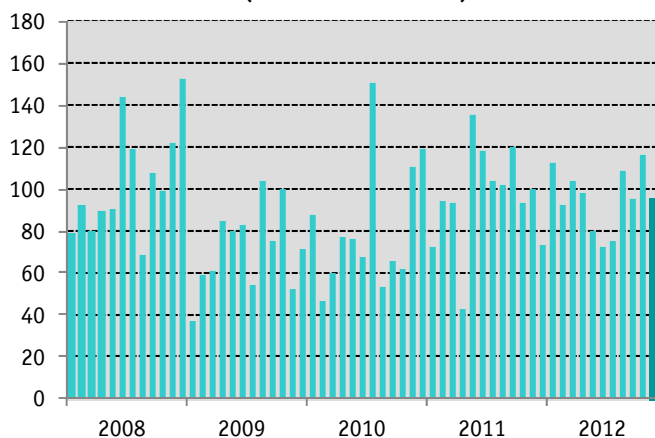
Comme suite à la rencontre des élus du Territoire avec le Ministre de l'Outre-Mer en octobre dernier à Paris il ressort que les interrogations sur le fonctionnement de l'Agence de Santé du Territoire ont été levées. Il a en effet été décidé d'augmenter le budget de fonctionnement annuel de la structure de 240 millions de F CFP pour 2013. Il est également convenu que le financement de l'Agence de Santé sera désormais assuré par le Ministère de la santé. Par ailleurs l'Etat a pris l'engagement de résorber la dette de l'Agence de Santé à l'origine de bien des soucis pour le Territoire.

4 – Les indicateurs de référence

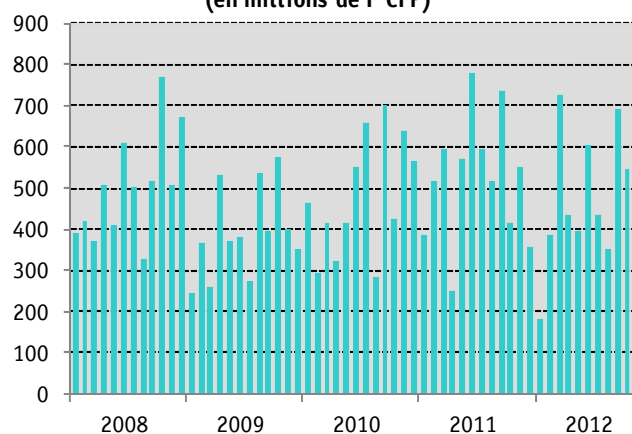
			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF			nov-12	86 109	-	4,7%
Nombre d'emplois salariés			juin-12	2 036	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	nov-12	470	-13,7%	-14,5%	
	cumulées	nov-12	5 220	-	-11,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-12	96	-17,6%	-4,1%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	nov-12	1 051	-	-2,3%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-12	425	-	11,9%	

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	695	25,0%	8,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	171	24,7%	3,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-12	2 734	-7,7%	9,4%
	cumulé	oct-12	24 191	-	1,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-12	1 407	1,6%	31,1%
	cumulé	oct-12	11 547	-	2,6%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-12	3	-40,0%	0,0%
	cumulées	nov-12	35	-	6,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-12	11	-47,6%	-26,7%

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)

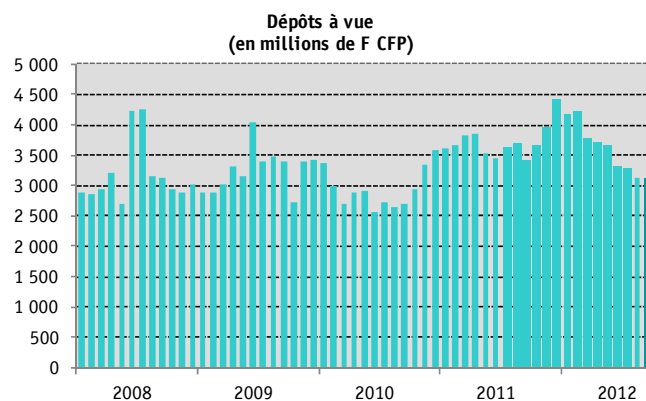
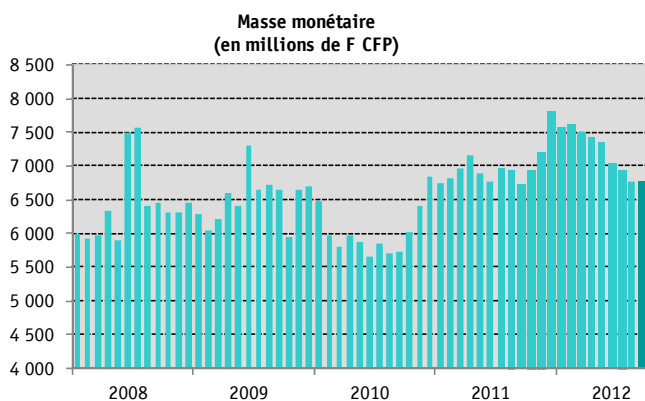


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse des dépôts à vue sur l'année

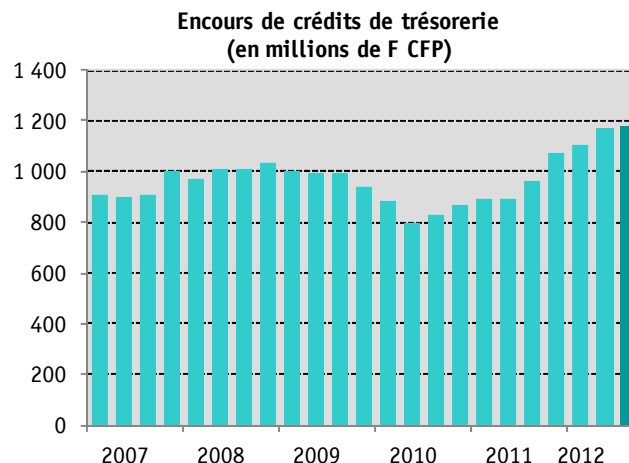
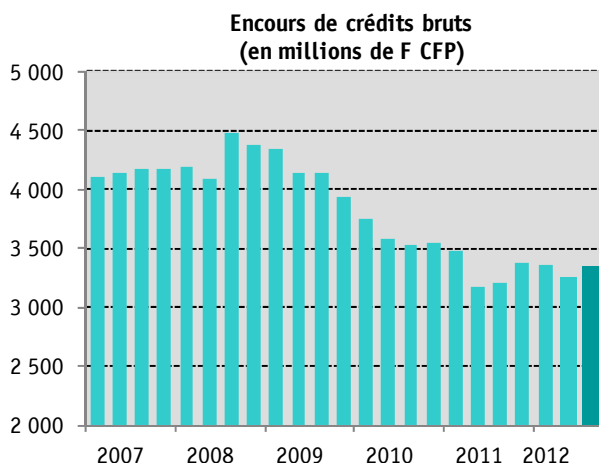
en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 103	2 158	2 151	-0,3%	2,3%
Dépôts à vue	3 419	3 129	3 132	0,1%	-8,4%
Total M1	5 522	5 288	5 284	-0,1%	-4,3%
M2-M1	569	492	499	1,4%	-12,3%
Total M3	6 719	6 764	6 767	0,0%	0,7%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

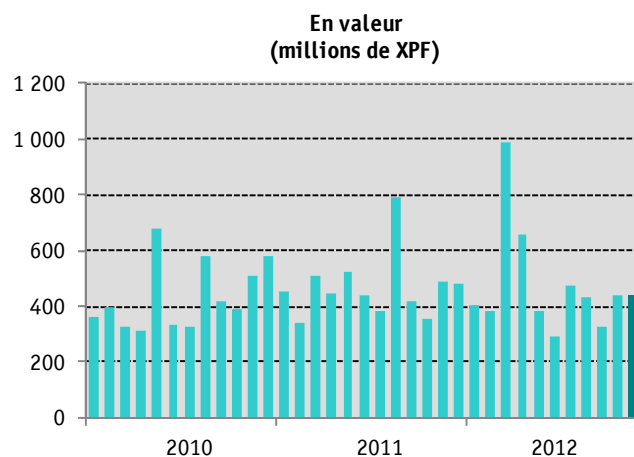
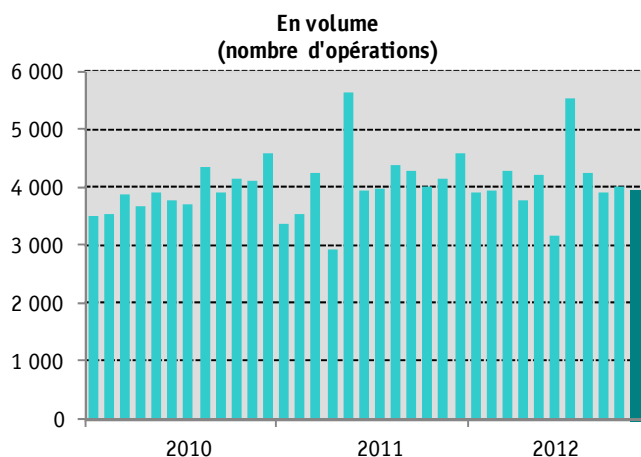
en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲/an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%



Compensation

Diminution des opérations de compensation

	nov-11	oct-12	nov-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 130	4 022	3 949	44 978	-1,8%	-4,4%
Compensation (en millions de CFP)	485	436	441	5 212	1,1%	-9,1%



Incidents bancaires

Abaissement des incidents de paiement par chèque

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	99	95	53	953	-44,2%	-46%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	10	-	-

Interdits bancaires

Fléchissement du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	410	402	395	-1,7%	-3,7%
- dont personnes physiques	402	392	385	-1,8%	-4,2%
- dont personnes morales	8	10	10	0,0%	25,0%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes valides sur l'année

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	26	43	43	0,0%	65,4%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	7	12	11	-8,3%	57,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	novembre	8	10	25,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	849	585	-31,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	102	20	-80,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	78	53	-32,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 055	2 036	-0,9%
dont secteur privé	juin	837	807	-3,6%
dont secteur public	juin	1 205	1 229	2,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	486	510	4,7%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	novembre	402	385	-4,2%
décision retrait cartes bancaires	novembre	9	10	11,1%
incidents paiements sur chèques	novembre	1 190	953	-19,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 550	1 401	-9,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	921	763	-17,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	269	324	20,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	69	99	43,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 905	5 220	-11,6%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 467	1 489	1,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	novembre	1 075	1 051	-2,3%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	novembre	379	425	11,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	3 419	3 132	-8,4%
M1	septembre	5 522	5 284	-4,3%
M2	septembre	6 091	5 783	-5,1%
Dépôts à terme	septembre	628	984	56,8%
M3	septembre	6 719	6 767	0,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 298	1 589	22,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	977	1 189	21,7%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	321	401	24,9%
Entreprises	septembre	955	939	-1,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	66	34	-48,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	808	713	-11,7%
Collectivités locales	septembre	289	256	-11,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	80	63	-21,6%
créances douteuses brutes	septembre	592	493	-16,7%
taux de créances douteuses	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	2 170	-43,2%

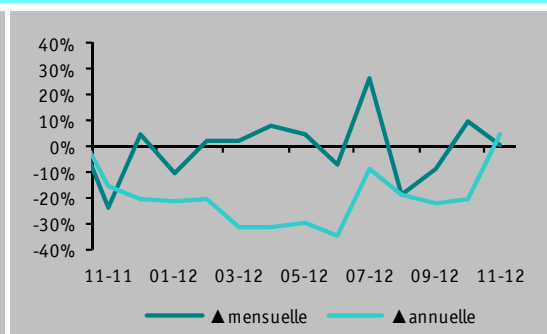
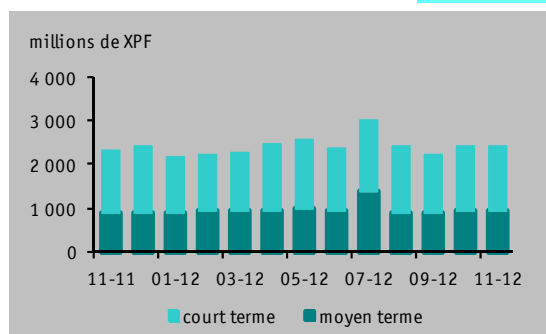
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en novembre

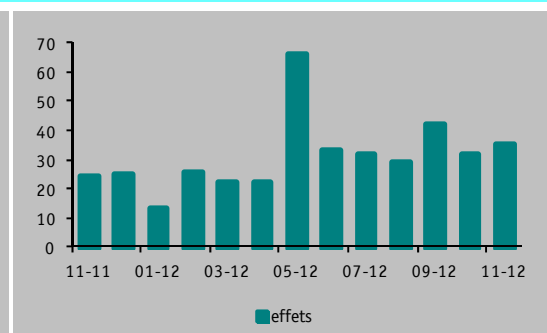
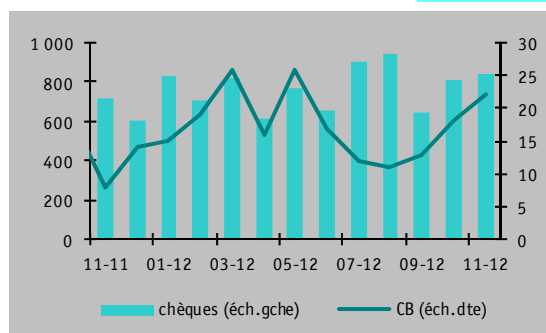
en millions de F CFP	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 421	1 507	1 517	0,6%	6,7%
Utilisations à moyen terme	876	890	895	0,6%	2,2%
Refinancement total	2 297	2 397	2 412	0,6%	5,0%



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiements en novembre

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	745	858	897	4,5%	20,4%
- sur chèques	713	808	840	4,0%	17,8%
- sur effets	24	32	35	9,4%	45,8%
- retraits de cartes bancaires	8	18	22	22,2%	175,0%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 594	3 529	3 557	0,8%	-1,0%
- dont personnes physiques	3 160	3 058	3 086	0,9%	-2,3%
- dont personnes morales	434	471	471	0,0%	8,5%

Cotation

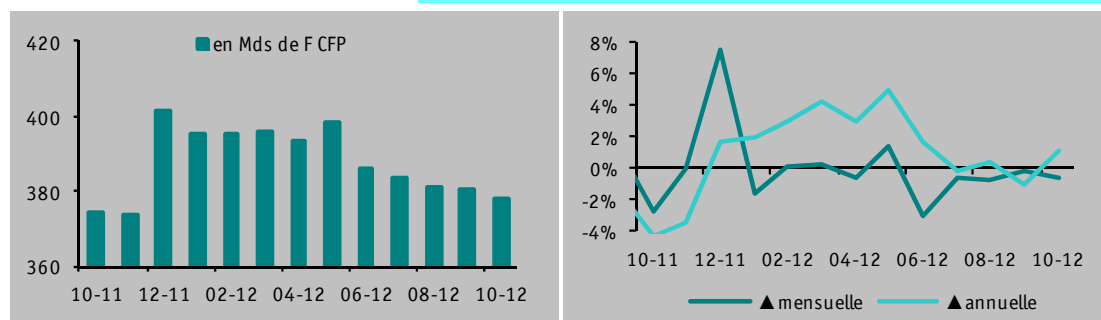
Hausse sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 065	7 706	7 747	0,5%	9,7%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 205	1 349	1 352	0,2%	12,2%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 556	1 776	1 796	1,1%	15,4%

Masse monétaire

Hausse des dépôts à terme en octobre

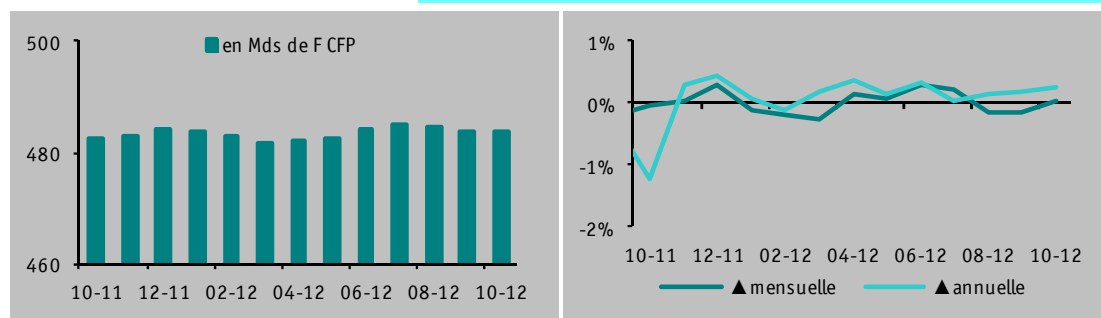
en millions de F CFP	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 518	15 050	15 008	-0,3%	3,4%
Dépôts à vue	142 888	144 504	139 989	-3,1%	-2,0%
Comptes sur livrets	100 437	100 566	100 087	-0,5%	-0,3%
Comptes d'épargne logement	307	342	341	-0,2%	11,1%
Dépôts à terme	112 997	117 700	120 347	2,2%	6,5%
Autres	2 812	2 146	2 145	-0,1%	-23,7%
Total M3	373 959	380 307	377 916	-0,6%	1,1%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global

en millions de F CFP	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	133 187	126 545	126 805	0,2%	-4,8%
Crédits d'équipement	63 097	67 517	67 525	0,0%	7,0%
Crédits à l'habitat	159 386	162 902	162 501	-0,2%	2,0%
Autres crédits	70 961	66 713	66 236	-0,7%	-6,7%
Créances dout. brutes	55 984	60 045	60 876	1,4%	8,7%
Total CCB	482 615	483 723	483 942	0,0%	0,3%



3 – Brèves économiques locales

Services bancaires

Encadrement tarifaire

La loi sur la régulation économique outre-mer, adoptée par le Parlement français le 15 novembre 2012, prévoit de plafonner les tarifs bancaires pour les services de base en Polynésie française. Elle précise que « *Le Gouvernement peut, par décret, définir les valeurs maximales que les établissements bancaires peuvent facturer aux personnes physiques en Polynésie française* » pour 16 types d'opérations, énumérés dans le texte.

Ressources naturelles

Projet d'exploration aux Tuamotu

En novembre, une société australienne, SAS Avenir Makatea, a présenté un projet de reprise de l'exploitation du phosphate de l'île de Makatea, abandonné dans les années 1960 ; elle a demandé à cet effet aux pouvoirs publics une autorisation exclusive de recherche.

Au conseil des ministres du 3 décembre 2012, une enquête publique préalable a été décidée. D'une durée d'un mois, elle doit se dérouler de mi-janvier à mi-février 2013.

Finances publiques

Programmation pour le Contrat de projets

La dernière réunion de l'année du comité de pilotage du contrat de projets (COPIL) s'est tenue le 21 novembre, en présence du haut-commissaire et du vice-président du Pays. Les partenaires, Etat et Pays, ont affirmé leur volonté de dynamiser la commande publique sur l'exercice budgétaire 2013 et de consommer le reste des crédits prévus dans le contrat de projet. Pour 2013, la programmation devrait porter sur 33 milliards de F CFP et insister sur le logement social ; la construction d'une centaine d'unités est prévue pour l'année à venir.

Versement du solde de la dotation exceptionnelle d'ajustement

Accordée par le Parlement français en décembre 2011, la dotation exceptionnelle d'ajustement, prévue pour soutenir le plan d'assainissement des finances publiques de la Polynésie française, s'élève à 5,9 milliards de F CFP. Un premier montant de 1,9 milliard de F CFP a été débloqué en juillet 2012 et le versement de son solde a été entériné le 4 décembre par la signature d'une convention entre les représentants de l'Etat et du Pays.

Cette somme devrait couvrir l'avance de trésorerie de 1 milliard de F CFP concédée au Centre hospitalier (CHPF), la quote-part au Fonds intercommunal de péréquation (FIP) et le règlement de factures dues à des entreprises locales. Autre élément du plan de redressement des finances publiques, un prêt au Pays de 4,7 milliards de F CFP garanti par l'AFD sera consenti avant la fin de l'année 2012.

COPIL Etat-Pays du troisième instrument financier

Issu de la réforme de la Dotation globale de développement économique (DGDE), le troisième instrument financier, prévu pour financer les investissements prioritaires de la Polynésie française pour les infrastructures routières, aéroportuaires et maritimes, a fait l'objet d'un comité de pilotage le 10 décembre 2012. Les cocontractants ont programmé 67 projets pour 2013, pour un total de 8,4 milliards de F CFP.

Adoption du budget 2013 de la collectivité d'outre-mer

Le 11 décembre 2012, l'Assemblée de la Polynésie française (APF) a adopté le budget du Pays pour 2013. D'un montant global de 135,5 milliards de F CFP, il se répartit en 108,9 milliards de dépenses de fonctionnement et 26,6 milliards de dépenses d'investissement.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : croissance économique

Hausse de 0,5 % du PIB au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, l'économie australienne progresse de 0,5 % seulement, son plus faible taux de progression depuis le premier trimestre 2011 (- 0,4 %), et semble s'essouffler après un premier semestre 2012 animé. La forte contribution à la hausse de l'investissement des entreprises (0,5 point) est compensée par la baisse de 2 % sur le trimestre des dépenses publiques (- 0,5 point). La consommation enregistre une modeste progression (+ 0,3 % sur le trimestre), les ménages conservant un taux d'épargne élevé (10,6 % en septembre 2012).

Par activité, la croissance reste impulsée par le secteur minier (+ 3,7 % au troisième trimestre 2012) et quelques industries, comme la métallurgie (+ 4,3 %) et la production de machines-outils (+ 3 %). A l'inverse, les branches traditionnelles, comme le secteur primaire (- 5,5 %) et l'industrie textile (- 10 %), s'inscrivent en repli.

Australie : politique monétaire

Baisse du cash rate à 3 %

Lors de sa réunion mensuelle du 4 décembre 2012, la Reserve Bank Of Australia (RBA) a réduit d'un quart de point son principal taux directeur, le cash rate, de 3,25 % à 3 %. La banque centrale australienne a souhaité apporter un stimulus à l'économie australienne, estimant que l'environnement international restait peu moteur (risques en Europe, croissance modérée aux Etats-Unis et stabilisation en Chine) et que, sur le plan interne, la croissance demeurait essentiellement tirée par le secteur minier.

Nouvelle-Zélande : emploi

Progression du taux de chômage au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, le taux de chômage atteint 7,3 %, en hausse de 0,5 point par rapport au trimestre précédent (6,8 % au deuxième trimestre 2012) et de 0,7 point en comparaison annuelle (6,6 % au troisième trimestre 2011).

Alors que le taux d'activité reste stable sur le trimestre (68,4 %), le taux d'emploi diminue de 0,4 point (63,4 % contre 63,8 % en juin 2012).

Fidji : prix à la consommation

Stabilisation du CPI en octobre 2012

L'indice des prix à la consommation (CPI) augmente de 0,1 % sur le mois d'octobre, avec une hausse marquée pour le poste alcools et tabacs (+ 2 %). Les prix des transports (+ 0,4 %) et de l'habillement (+ 0,2 %) progressent légèrement, tandis que ceux de l'énergie (- 0,7 %) et de l'alimentation (- 0,1 %) reculent.

Fidji : banque et monnaie

Renouvellement de la gamme de billets de banque et de pièces

Le 12 décembre 2012, la Banque centrale de Fidji a annoncé l'introduction d'une nouvelle gamme de pièces et billets de banque : ces derniers seront ornés de représentations de la faune et la flore locales, en remplacement de l'effigie de la reine britannique. Le lancement est prévu pour le 2 janvier 2013. La double circulation devrait s'étaler sur l'année 2013 pour les billets et aucune date limite n'a été fixée pour les pièces.

Implantation du groupe Banque Populaire

Début novembre 2012, le groupe BRED-Banque Populaire a ouvert sa première succursale à Suva, poursuivant sa stratégie d'implantation dans le bassin pacifique. Il est déjà présent en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu et détient des parts dans des banques australiennes (Bank of Queensland, Bendigo Bank).

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-12	106,3	106,6	106,8	0,2%	0,5%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-12	117,2	115,1	114,6	-0,4%	-2,2%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	oct-12	969	791	1 050	32,9%	8,4%	
Importations (en M F CFP)	oct-12	12 449	11 889	13 851	16,5%	11,3%	
(source : ISPF)							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	oct-12	1 487	1 604	1 998	24,6%	34,4%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	oct-12	101	45	96	112,4%	-4,7%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct-12	143	106	179	68,9%	25,2%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov-12	434	471	471	0,0%	8,5%	
(sources : ISPF, IEOM)							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	oct-12	2 139	1 865	2 275	21,9%	6,3%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	oct-12	3 144	2 669	3 548	33,0%	12,8%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct-12	341	250	439	75,6%	28,7%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-12	3 160	3 058	3 086	0,9%	-2,3%	
(sources : ISPF, IEOM)							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	oct-12	550	375	358	-4,4%	-34,8%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	oct-12	72	157	188	19,8%	161,8%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	oct-12	80	98	86	-12,7%	7,2%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	oct-12	97	129	142	10,1%	46,0%	
Industrie							
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	oct-12	49	15	26	76,7%	-46,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	oct-12	56	29	99	240,1%	75,3%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	oct-12	3	28	84	197,9%	ns	
Tourisme							
Nombre de touristes	sept-12	14 402	16 002	15 944	-0,4%	10,7%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	nov-12	58,3%	67,4%	61,4%	-6 pts	3,2 pts	
(sources : ISPF, CPH)							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	oct-12	57 384	57 027	56 610	-0,7%	-1,4%
	Comptes sur livret	oct-12	94 982	94 505	94 202	-0,3%	-0,8%
	Dépôts à terme	oct-12	57 119	61 700	60 885	-1,3%	6,6%
Entreprises							
	Dépôts à vue	oct-12	73 204	70 128	70 777	0,9%	-3,3%
	Dépôts à terme	oct-12	44 714	44 307	45 267	2,2%	1,2%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	oct-12	79 880	76 824	77 048	0,3%	-3,5%
	Crédits à l'habitat	oct-12	137 789	142 097	141 966	-0,1%	3,0%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	oct-12	51 611	48 175	48 170	0,0%	-6,7%
	Crédits d'équipement	oct-12	54 389	58 501	58 401	-0,2%	7,4%
(source : IEOM)							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE						
taux d'intérêt en fin de mois						
	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
AEONIA	0,0770%	0,0880%	- 0,011 pt	0,8170%	- 0,740 pt	taux de base bancaire
EURIBOR 1 mois	0,1130%	0,1100%	+ 0,003 pt	0,7820%	- 0,669 pt	banques métropolitaines
EURIBOR 3 mois	0,1910%	0,1980%	- 0,007 pt	1,0060%	- 0,815 pt	banques locales
EURIBOR 6 mois	0,3440%	0,3910%	- 0,047 pt	1,2270%	- 0,883 pt	taux d'intérêt légal
EURIBOR 12 mois	0,5740%	0,6210%	- 0,047 pt	1,5070%	- 0,933 pt	année 2012
						année 2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						
	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,0786%	0,0909%	- 0,012 pt	0,4902%	- 0,413 pt	Définitions
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1110%	- 0,002 pt	0,8110%	- 0,702 pt	AEONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 3 mois	0,1920%	0,2080%	- 0,016 pt	1,0220%	- 0,830 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'AEONIA
EURIBOR 6 mois	0,3620%	0,4110%	- 0,049 pt	1,2510%	- 0,889 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 12 mois	0,5890%	0,6500%	- 0,061 pt	1,5260%	- 0,937 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TMO	2,3800%	2,4300%	- 0,050 pt	3,5900%	- 1,210 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TME	2,1800%	2,2300%	- 0,050 pt	3,3900%	- 1,210 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TRBOSP	2,2700%	2,4500%	- 0,180 pt	3,6500%	- 1,380 pt	

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,085%	0,110%	0,094%	0,096%	0,035%	0,440%	0,525%	0,555%
3 mois	0,250%	0,400%	0,680%	0,187%	0,189%	0,140%	0,620%	0,740%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,610%	1,730%	1,870%	0,710%	0,770%	0,980%	1,760%	1,830%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)			
Prêts aux particuliers		seuil de l'usure	13,11%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8926	1 NZD/XPF	75,2170	1 HKD/XPF	11,8569	1 GBP/XPF	147,1778	
100 JPY/XPF	111,1407	1 AUD/XPF	95,6644	1 SGD/XPF	75,2454	100 VUV/XPF	98,3233	1 FJD/XPF	51,8631

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Achevé d'imprimer le 18 décembre 2012 – Dépôt légal : décembre 2012 – N°ISSN 1955-8376

